

rendus là? Il est renversant de voir comment se conduisent les journaux et divers organismes en ce qui concerne l'Inde, la Palestine, l'Egypte et tant de questions. Je m'étonne de l'absence de plan bien arrêté, non seulement à l'égard du budget, mais au sujet du commerce, de la défense et de l'immigration au sein de l'Empire. J'ai déjà discuté ces dernières questions. Le manque de confiance dont témoigne le budget en dit long; or, la foi sans les œuvres est une foi sans vie. Nous préférons, semble-t-il, mettre nos espérances, dans Washington. Une des graves erreurs que nous avons commises pendant la récente guerre a été de trop nous en remettre à Washington, sur le plan politique, militaire, économique et financier. Ce fut là l'une de nos premières erreurs fatales.

En matière de défense et d'immigration, je dirai que l'histoire se répète constamment. Hier, M. Attlee disait que nous n'avions jamais été plus près de la guerre. Il a parlé d'or. Qu'on songe à l'échec complet de l'Organisation des Nations Unies et au désappointement qu'a causé son inertie. On tient présentement à New-York, une réunion au sujet de questions qui ne concernent pas le Canada. Ces questions ont été réglées à San-Francisco, lors de l'adoption du droit de veto. Nos délégués ont reconnu ce droit. Un des Quatre Grands peut apposer son veto aux décisions des trois autres. Un des joueurs désire imposer sa volonté aux autres. Voit-on une joute de hockey où l'arbitre ne pourrait pas, à cause d'un veto exprimé par une majorité de quatre contre trois, infliger une punition à un joueur. Cet arbitre serait bien à plaindre. Voilà comment les choses se passent au conseil de sécurité.

Je ne blâme pas les délégués de vouloir se rendre à New-York. Nous avons eu un banquet l'autre soir, mais il ne se composait que de deux ou trois services. Là-bas, ils ont des banquets somptueux de quatorze services avec tous les spiritueux qu'ils désirent, des cigares de 50c. et d'un dollar et le reste à l'avenant. Voilà ce qui se passe, là-bas, pendant que des gens meurent de faim. C'est ce que j'ai lu dans la revue *Time*, ainsi que dans *The Patriot* de Londres. Dès lors, il n'est pas étonnant, que nos délégués soient tellement désireux de se rendre à New-York. Ils peuvent assister à une joute de hockey ou de base-ball ou aller au théâtre. Ils peuvent aller à l'hôtel Knickerbocker et contempler la peinture à l'huile du Old King Cole à leur passage à cette tour de Babel. Voilà ce qui se passe là-bas, tandis que les populations appauvries de l'Europe souffrent de la faim. Rien d'étonnant que l'Assemblée soit un échec. Tout cela se passe alors qu'en Grande-Bre-

tagne l'éclairage et l'énergie électrique manquent et que les vivres sont extrêmement rares.

Je reconnais que les questions économiques sont dans une certaine mesure à la base de toutes les guerres. A ce propos, je citerai ce que disait l'apôtre Jacques au chapitre 4, verset premier de sa première épître:

D'où viennent les luttes et d'où viennent les querelles parmi vous? N'est-ce pas de vos passions qui combattent dans vos membres?

Ce n'est qu'en usant de psychologie que nous réglerons toutes ces querelles, ces terribles problèmes avant-coureurs de guerre, dont M. Attlee a parlé hier; une guerre qui nous menace encore parce que nous oublions le véritable fondement de la chrétienté, comme je l'ai fait remarquer, il y a un mois. La découverte de la bombe atomique nous a appris que la science et la religion se rapprochent l'une de l'autre plus que jamais depuis le temps de Notre Seigneur. Le même état de choses existe en Extrême Orient, dans la région même où saint Jacques prononçait ces mots: "D'où viennent les luttes et d'où viennent les querelles parmi vous?" Ces querelles durent depuis deux mille ans. Je le répète, la bombe atomique a eu pour effet de rapprocher la science et la religion. Mais, afin d'atteindre à une paix durable, nous devons écouter la leçon que nous enseigne l'apôtre que je viens de citer. Nous devrions envoyer des missionnaires auprès de l'Organisation des Nations Unies afin qu'ils aident à changer le cœur de l'homme. L'exposé budgétaire oublie tout cela; il n'en souffle pas un mot.

J'ai sous la main le texte d'une allocution dans laquelle M. Edward Mallory, du ministère du Commerce, a rappelé à Winnipeg les effets de la préférence commerciale sur l'industrie. Plus de 2,500 industries sont venues s'établir dans notre pays grâce à cette préférence. Comme je le disais l'autre jour ici:

Les accords d'Ottawa ont accru de 41 p. 100 le commerce entre le Canada et la Grande-Bretagne et de 43 p. 100 dans le sens inverse. Nous jouissons, de plus, du commerce plurilatéral qui trouvait autrefois son expression dans les traités de la nation la plus favorisée. Nous avons signé de tels traités avec trente-deux pays différents, dans l'entre-deux-guerre, mais ils n'ont guère augmenté nos exportations. Quels sont les pays qui peuvent constituer un bon marché pour les exportations canadiennes? Nous vivons des exportations. Il y a des marchés pour un grand nombre de denrées, mais la Grande-Bretagne est le seul débouché important pour les denrées agricoles canadiennes. Nous avons obtenu une préférence de 6c. le boisseau pour le blé sur ce marché que sir Wilfrid Laurier, ainsi qu'il le disait un jour, tenait à nous assurer coûte que coûte. Il est également vrai que la préférence accordée dans le cas des pommes et des poires a permis la vente de millions de barils de ces fruits de la Nouvelle-Ecosse en une année. Nous manquons